

§ 2. Les moyens du fonds de réserve peuvent être utilisés, moyennant accord du Ministre compétent et du Ministre flamand chargé des Finances et du Budget pour couvrir les dépenses résultant de circonstances imprévues ou d'objectifs spécifiques du DAB LSO.

Art. 19. Les moyens financiers disponibles à l'échéance d l'année précédente peuvent être utilisés au début de l'année.

Art. 20. Le comptable est chargé :

- 1° du traitement et de la conservation des fonds et valeurs;
- 2° de tenir de la comptabilité;
- 3° d'établir les comptes trimestriels;
- 4° d'établir le compte de gestion;
- 5° d'établir le compte de l'exécution du budget;
- 6° de dresser l'état des actifs et passifs;
- 7° de tenir à jour l'inventaire des biens et de la comptabilité des biens.

CHAPITRE V. — *Contrôle*

Art. 21. La Cour des Comptes et l'administration de la Budgétisation, de la Comptabilité et de la Gestion financière du Ministère de la Communauté flamande sont autorisés à contrôler les comptes sur place. Ils peuvent en tout temps se faire transmettre toute pièce justificative, états, informations ou explications ayant trait aux recettes, dépenses, actifs et passifs.

Les dépenses sont liquidées et payées sans intervention de la Cour des Comptes.

CAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 22. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 1999.

Art. 23. Le Ministre flamand chargé des Travaux publics, et le Ministre flamand chargé du budget, sont chacun, chacune chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 janvier 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Travaux publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire,
S. STEVAERT

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 1752

[C - 99/29294]

23 AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la diffusion des outils pédagogiques

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment les articles 18, 28, 37 et 51;

Vu l'avis du Conseil général de l'enseignement fondamental, donné le 17 décembre 1998;

Vu l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire donné le 17 décembre 1998;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances donné le 18 janvier 1999;

Vu l'accord du Ministre du budget donné le 4 février 1999;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 8 février 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 22 mars 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'Education dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 19 avril 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Les services pédagogiques de la Communauté française et ceux des différents pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné transmettent respectivement au service général des affaires pédagogiques, de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement de la Communauté française et aux organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné les outils pédagogiques qu'ils produisent et dont les auteurs ont cédé les droits de reproduction à la Communauté française.

Pour l'application du présent article, les établissements d'enseignement, les Centres psycho-médico-sociaux, les organismes assurant la formation en cours de carrière des enseignants organisés ou subventionnés par la Communauté française ainsi que les services de recherche universitaire dont les productions sont utiles à l'enseignement sont considérés comme des services pédagogiques.

Art. 2. Le service général des affaires pédagogiques, de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné transmettent les outils pédagogiques au Service général des affaires générales, de la recherche en éducation et du pilotage de l'enseignement.

Le service général des affaires générales, de la recherche en éducation et du pilotage de l'enseignement reproduit ces outils pédagogiques et les diffuse :

- aux organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné;
- au service général des affaires pédagogiques, de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement de la Communauté française.

Les outils pédagogiques conçus dans le cadre des recherches en éducation subventionnées par le Ministère de la Communauté française peuvent également être diffusés selon les mêmes modalités.

Art. 3. L'Administrateur général ou son délégué préside un comité d'accompagnement pour la diffusion des outils pédagogiques composé de trois représentants de l'enseignement fondamental, de quatre représentants de l'enseignement secondaire désignés sur proposition de la Commission commune de pilotage, et du Directeur général adjoint du service général des affaires générales, de la recherche en éducation et du pilotage de l'enseignement.

Le comité formule des orientations générales sur la diffusion des outils pédagogiques. Il remet un avis lorsque le service général des affaires générales, de la recherche en éducation et du pilotage de l'enseignement émet des réserves sur la diffusion d'un outil pédagogique. Le comité prend ses décisions à la majorité des 3/4 des membres présents.

Le comité peut s'entourer d'experts. Selon les matières traitées, un inspecteur de l'enseignement fondamental ou un inspecteur de l'enseignement secondaire participe aux réunions du Comité avec voix consultative.

Art. 4. Le service général des affaires générales, de la recherche en éducation et du pilotage de l'enseignement diffuse également les outils pédagogiques sous forme virtuelle. Il développe à cette fin un site pédagogique sur le réseau Internet. Les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française ont accès à ces outils pédagogiques dont la consultation, la reproduction et le téléchargement sont libres.

Le Gouvernement de la Communauté française met à la disposition du Service général des affaires générales, de la recherche en éducation et du pilotage de l'enseignement, pour assurer le développement du site pédagogique, deux chargés de mission prélevés sur le volume global fixé conformément à l'article 5 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 5. Le service général des affaires générales, de la recherche en éducation et du pilotage de l'enseignement peut, dans les limites des moyens budgétaires, diffuser les outils pédagogiques sur d'autres supports auprès :

- des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné;
- des établissements de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;
- des organisations syndicales;
- des fédérations d'associations de parents.

Art. 6. Le 1^{er} août de chaque année, le service général des affaires générales, de la recherche en éducation et du pilotage de l'enseignement transmet au ministre compétent et aux membres de la Commission commune de pilotage, un rapport sur la diffusion des outils pédagogiques, comprenant la liste des outils diffusés au cours de l'année scolaire précédente.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre ayant l'Education dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 avril 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 1752

[C - 99/29294]

**23 APRIL 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
betreffende de verspreiding van de pedagogische werkmiddelen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op de artikelen 18, 28, 37 en 51;

Gelet op het advies van de Algemene Raad voor het basisonderwijs, gegeven op 17 december 1998;

Gelet op het advies van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs gegeven op 17 december 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 januari 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 februari 1999;

Gelet op de beraadslaging van 8 februari 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap over het verzoek om advies dat door de Raad van State binnen een maand moet uitgebracht worden;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 22 maart 1999, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster, tot wier bevoegdheid het Onderwijs behoort;

Gelet op de beraadslaging van 19 april 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. De pedagogische diensten van de Franse Gemeenschap en deze van de verschillende inrichtende machten voor het gesubsidieerd onderwijs bezorgen respectievelijk aan de algemene dienst voor pedagogische aangelegenheden, voor vorsing inzake pedagogie en voor begeleiding van het onderwijs van de Franse Gemeenschap alsook aan de organen ter vertegenwoordiging en coördinatie van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs de pedagogische werkmiddelen die zij produceren en waarvan de auteurs de reproductierechten aan de Franse Gemeenschap hebben afgestaan.

Voor de toepassing van dit artikel, worden de onderwijsinrichtingen, de psycho-medische-sociale centra, de instellingen die zorgen voor de vorming van de leraars tijdens hun loopbaan georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap evenals de diensten voor universitaire vorsing waarvan de producties nuttig zijn voor het onderwijs, als pedagogische diensten beschouwd.

Art. 2. De algemene dienst voor pedagogische aangelegenheden, voor vorsing inzake pedagogie en voor sturing van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en de organen ter vertegenwoordiging en coördinatie van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs bezorgen de pedagogische werkmiddelen aan de Algemene Dienst voor algemene zaken, voor vorsing inzake onderwijs en voor begeleiding van het onderwijs.

De algemene dienst voor algemene zaken, voor vorsing inzake onderwijs en voor begeleiding van het onderwijs vermenigvuldigt die pedagogische werkmiddelen en verspreidt ze:

- aan de organen ter vertegenwoordiging en coördinatie van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs;
- aan de algemene dienst voor pedagogische aangelegenheden, voor vorsing inzake pedagogie en voor begeleiding van het onderwijs van de Franse Gemeenschap.

De pedagogische werkmiddelen ontworpen in het kader van de vorsingen inzake onderwijs, gesubsidieerd door het Ministerie van de Franse Gemeenschap kunnen eveneens volgens dezelfde nadere regels worden verspreid.

Art. 3. De Administrateur-generaal of zijn afgevaardigde neemt het voorzitterschap waar van een begeleidingscomité voor de verspreiding van de pedagogische werkmiddelen dat bestaat uit drie vertegenwoordigers van het basisonderwijs, vier vertegenwoordigers van het secundair onderwijs, aangesteld op de voordracht van de Gemeenschappelijke Commissie voor sturing, en de Adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst voor algemene zaken, voor vorsing inzake opleiding en voor sturing van het onderwijs.

Het comité stelt algemene orientaties voor inzake verspreiding van de pedagogische werkmiddelen. Het brengt zijn advies uit wanneer de algemene dienst voor algemene zaken, voor vorsing inzake opleiding en voor begeleiding van het onderwijs voorbehoud aantekent over de verspreiding van een pedagogisch werkmiddel. Het comité neemt zijn beslissingen bij meerderheid van de 3/4 van de aanwezige leden.

Het comité kan een beroep doen op deskundigen. Naargelang van de behandelde materies woont een inspecteur van het basisonderwijs of een inspecteur van het secundair onderwijs met raadgevende stem de vergaderingen van het Comité bij.

Art. 4. De algemene dienst voor algemene zaken, voor vorsing inzake opvoeding en voor sturing van het onderwijs verspreidt eveneens de pedagogische werkmiddelen in virtuele vorm. Daartoe ontwikkelt hij een pedagogische site op Internet. De onderwijsinrichtingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap kunnen die pedagogische werkmiddelen gebruiken die vrij geraadpleegd, gereproduceerd en op televisie opgeroepen kunnen worden.

Om de uitbreiding van de pedagogische site te verzekeren stelt de Regering van de Franse Gemeenschap twee opdrachtgelastigden ter beschikking van de Algemene Dienst voor algemene zaken, voor vorsing inzake opvoeding en voor sturing van het onderwijs, die gehaald worden uit het globaal volume dat vastgesteld is overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, de verlopen voor opdracht en de indisponibiliteitstelling voor buitengewone opdracht in het onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 5. De algemene dienst voor algemene zaken, voor vorsing inzake opvoeding en voor begeleiding van het onderwijs kan, binnen de perken van de begrotingsmiddelen, de pedagogische werkmiddelen op andere dragers verspreiden naar:

- de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs;
- de inrichtingen van het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- de vakverenigingen;
- de federaties van oudersverenigingen.

Art. 6. Op 1 augustus van elk jaar bezorgt de algemene dienst voor algemene zaken, voor vorsing inzake opvoeding en voor begeleiding van het onderwijs aan de bevoegde minister en aan de leden van de Gemeenschappelijke Commissie voor begeleiding een verslag over de verspreiding van de pedagogische werkmiddelen, waarin begrepen de lijst van de werkmiddelen die tijdens het vorig schooljaar werden verspreid.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid het Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 april 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs,
Mevr. L. ONKELINX